

gouvernementales efficaces et cohérentes ainsi qu'une coopération internationale pragmatique.

L'ONU doit jouer un rôle constructif dans le domaine économique et dans le domaine du développement, si elle veut éviter la marginalisation d'un nombre croissant de pays, dont ses propres membres.

Les Nations Unies doivent également continuer de se pencher sur la question des droits de la personne. Le Canada peut être fier des efforts qu'il a menés pour s'assurer que l'examen de cette question, tant à l'Assemblée générale qu'à la Commission des droits de l'homme, donne des résultats. Des cas de violation ont été repérés, et des rapporteurs ont été envoyés sur les lieux lorsque des enquêtes sur place s'imposaient.

Les Nations Unies doivent aussi, en particulier, accroître leurs efforts pour assurer l'égalité des sexes, élément essentiel des droits de la personne. Le Canada continuera de jouer un rôle de premier plan dans l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes - en se faisant leur défenseur - à la Commission de la condition de la femme et à l'Assemblée générale.

Les efforts du Canada pour encourager le développement démocratique - élément essentiel de la politique étrangère canadienne -, en prêtant des hauts fonctionnaires et des observateurs pour les élections ainsi que des spécialistes des droits de la personne aux pays qui établissent ou rétablissent la démocratie, compléteront les efforts généraux des Nations Unies pour promouvoir le respect universel des droits de la personne.

Le maintien de la paix, le contrôle des armements, la protection de l'environnement, la lutte contre les inégalités économiques et sociales fondamentales, la protection des droits de la personne, voilà autant d'objectifs qui obligent l'ONU à réévaluer entièrement ses activités.

À cet égard, je me réjouis des mesures vigoureuses déjà prises par le nouveau Secrétaire général de l'ONU. En janvier dernier, à New York, j'ai eu l'occasion de renouer connaissance avec M. Boutros-Ghali. Nous avons eu un entretien complet et fructueux et avons tous deux convenu qu'il fallait rationaliser l'Organisation. Cette opinion a également été exprimée lors du sommet du Conseil de sécurité tenu à la fin de janvier.

Le 7 février, M. Boutros-Ghali a annoncé une rationalisation de la structure du Secrétariat qui entraînera l'élimination de 14 postes de niveau supérieur. Nous espérons que cette «déstratification» sera suivie de réformes beaucoup plus profondes, grâce auxquelles l'ONU poursuivra des objectifs clairs au lieu de s'employer à éviter les changements.